

## EXPOSÉ DE SOUTENANCE DE THÈSE

Jean GARRIGUES, *Léon Say et le Centre gauche 1871-1896. La grande bourgeoisie libérale dans les débuts de la Troisième République*, Thèse de doctorat "nouveau régime", Université de Paris X - Nanterre, janvier 1993 (Directeur : Philippe Vigier) 3 vol. 1253 + 80 p. d'annexes. Composition du jury : François Caron, président, Philippe Vigier, rapporteur, Philippe Levillain et Jean-Marie Mayeur.

Article extrait de la revue *Recherches contemporaines*, n°1, 1993

**L**'histoire a retenu le nom de Jean-Baptiste Say, conseiller du Premier consul, premier théoricien français du libéralisme économique et fondateur de l'école d'économie politique. Son petit-fils Léon Say (1826-1896) est en revanche beaucoup moins connu, alors qu'il a joué un rôle politique et financier déterminant dans les dix premières années de la Troisième République. Conseiller d'Adolphe Thiers, préfet de la Seine en 1871-1872, ministre des Finances à sept reprises entre 1872 et 1882, ambassadeur extraordinaire à Londres en 1880, président du Sénat de 1880 à 1882, Léon Say figure en bonne place parmi les "pères fondateurs" du régime républicain. Il nous paraissait donc intéressant de suivre et d'analyser son action, dans une perspective biographique.

En l'absence d'un corpus cohérent d'archives privées (correspondance suivie ou journal intime), il n'était pas possible de réaliser une biographie "classique", suivant pas à pas l'évolution de Léon Say. En revanche, il nous a paru beaucoup plus intéressant de donner à sa trajectoire une valeur d'exemple, d'"homologation", à l'intérieur des groupes et des réseaux dont il était l'une des figures marquantes. En effet, la carrière politique de Léon Say est indissociable du groupe parlementaire Centre gauche, formé en 1871 pour soutenir Adolphe Thiers, et qui exerce une influence déterminante sur la consolidation du régime républicain, au moins jusqu'en 1879. Fort de 150 députés pendant la première législature, première force sénatoriale de 1876 à 1882, le Centre gauche ne fournit pas moins de la moitié des ministres entre 1871 et 1879. A l'image de Léon Say, le Centre gauche est pourtant une force politique méconnue, parce

que située au centre de l'échiquier parlementaire, dépourvue d'une vraie légitimité républicaine, fluctuante, et rapidement écartée du pouvoir. Nous avons donc tenté de restituer l'importance véritable de ce groupe-charnière dans le processus républicain, depuis l'élection de Thiers à la tête de l'exécutif en février 1871 jusqu'à la démission de Mac-Mahon en janvier 1879. Puis nous avons suivi le Centre gauche, écarté des responsabilités gouvernementales, mais solidaire de la République opportuniste, et enfin restauré dans sa fonction de parti central grâce au Ralliement conservateur des années 1890.

Pour expliquer l'influence de Léon Say et du Centre gauche pendant plusieurs décennies, au pouvoir et après le pouvoir, la grille de lecture traditionnelle des historiens du politique n'apparaissait pas suffisante. Privé de la légitimité historique réservée aux vrais républicains – les Gambetta et autres Jules Ferry – dépourvu d'une base électorale consistante dès les élections législatives de 1876, le Centre gauche semblait destiné à se fondre rapidement dans l'anonymat de la fusion républicaine. Or, son rôle nous apparaît décisif dans la détermination des choix politiques du régime républicain, au moins jusqu'en 1882. L'explication tient dans la composition même de ce groupe, qui reflète, plus que tout autre, l'influence des milieux d'affaires, banquiers, financiers, grands administrateurs de sociétés. Le Centre gauche n'a évidemment pas le monopole de cette influence, mais il est incontestable qu'il en est le représentant privilégié. A travers l'exemple de Léon Say, vice-président de la Compagnie des chemins de fer du Nord et président des Mines de Decazeville, nous avons donc tenté de suivre les relations complexes qui sont tissées entre les représentants de la grande bourgeoisie et ceux des "couches nouvelles", entre le monde de l'argent et celui de la politique.

Au-delà de la trajectoire individuelle de Léon Say, qui sert de fil rouge à notre recherche, notre étude s'est donc étendue dans deux directions, d'ailleurs indissociables : d'une part, l'influence politique du groupe Centre gauche, confronté à toutes les étapes décisives de la consolidation républicaine ; d'autre part, les rapports entre la grande bourgeoisie d'affaires et le pouvoir politique, tels qu'ils se sont épanouis dans la "nébuleuse" Centre gauche.

Au confluent de la biographie,, de l'histoire électorale et parlementaire, de l'histoire économique et financière et de l'étude sociologique des réseaux de pouvoirs, cette recherche s'est voulue avant tout explicative plutôt qu'exhaustive. Il s'agissait de montrer comment s'est établi, à partir de 1871, un véritable "contrat républicain" entre le pouvoir politique et le pouvoir économique, et comment ce contrat, dont Léon Say était partie prenante, a rendu possible l'instauration définitive du régime républicain.

## Léon Say, un père fondateur du régime républicain

Dans un premier temps, il fallait expliquer pourquoi un grand bourgeois comme Léon Say, issu de milieux politiques libéraux mais proches de l'orléanisme, s'était engagé en 1871 en faveur du régime républicain. La culture protestante de la famille Say, et notamment l'héritage historique de 1789, fournissent un premier élément d'explication. Il faut ensuite évoquer les liens tissés dans la lutte contre le régime impérial entre les libéraux comme Léon Say, candidat d'opposition en 1869, et les purs républicains comme Jules Ferry. Le premier conseille d'ailleurs le second lorsque celui-ci entreprend de dénoncer la politique ruineuse du baron Haussmann à Paris. Enfin, l'élément décisif est sans doute l'écrasement de la Commune en mai 1871, qui rassure les libéraux comme Léon Say et les pousse à s'allier avec les républicains modérés afin de promouvoir ce que Thiers appelle la "République conservatrice". Ce n'est donc pas un hasard si le groupe Centre gauche, largement issu de ces milieux libéraux, est constitué un mois plus tard, en juin 1871, tandis que Léon Say est nommé au même moment préfet de la Seine, chargé de rétablir l'équilibre financier et l'ordre bourgeois à Paris.

Cet engagement républicain de Léon Say ne manque pas de courage et de lucidité, dans le contexte politique de 1871. En effet, on constate qu'une bonne partie de ses amis libéraux, regroupés dans le groupe rival du Centre droit, préfèrent au contraire la solution orléaniste, solution que l'Ordre moral va incarner. En dépit des pressions exercées par les orléanistes, Léon Say s'engage nettement en faveur de la République : en octobre 1873, en tant que président du Centre gauche, il refuse la fusion des deux centres ; en décembre 1874, lors des fameuses "conférences" de l'Élysée, il négocie pied à pied les lois constitutionnelles avec les orléanistes ; après le coup du 16 mai 1877, il s'oppose catégoriquement à Mac-Mahon et choisit l'alliance électorale avec Gambetta ; c'est d'ailleurs d'une entrevue "historique" entre Say et Gambetta que naît en janvier 1878 le plan Freycinet, ce vaste plan de travaux publics destiné à relancer le développement économique républicain ; enfin, en janvier 1879, c'est Léon Say qui rédige la lettre de démission de Mac-Mahon, entérinant la victoire définitive des républicains.

Ecarté du pouvoir à partir de 1882, de plus en plus critique à l'égard des républicains de gouvernement, Léon Say refusera néanmoins de rejoindre le camp orléaniste, pourtant relancé lors des élections de 1885. En 1889, lors de l'affrontement décisif entre les républicains et la coalition des "révisionnistes", c'est encore une fois vers la République que se tournera Léon Say. Il consacra les dernières années de sa vie à construire un grand parti central, regroupant les républicains modérés et les "ralliés" orléanistes dans une grande nébuleuse libérale, susceptible d'équilibrer la force montante des républicains radicaux.

Malgré l'échec parlementaire de cette Union libérale, formée en 1889, on peut dire que cette alliance des républicains modérés trouvera sa concrétisation gouvernementale dans les années 1893-1898, avec le triomphe de la République "progressiste."

### **Pour une réhabilitation du centre**

Au-delà du parcours strictement biographique de Léon Say, notre étude s'est attachée à montrer le rôle politique déterminant du Centre gauche, dont il est l'un des chefs, avec Auguste et Jean Casimir-Périer, Jules Dufaure, Edouard de Laboulaye, Edmond Schérer, Jules Bartélémy Saint-Hilaire, Emile de Marcère, William Waddington et, plus tard, Alexandre Ribot. Ces personnalités de premier plan, issues pour la plupart de l'opposition libérale à Napoléon III, ont été souvent sous-estimées, voire ignorées par les historiens de la Troisième République.

Ils jouent pourtant un rôle central dans l'instauration du régime républicain, au moins jusqu'en 1879. Entre 1871 et 1873, c'est grâce à leur appui qu'Adolphe Thiers peut promouvoir la République conservatrice, dans une assemblée à majorité monarchiste. De 1873 à 1875, ils se livrent à un véritable travail de sape parlementaire pour amener une partie des orléanistes à voter les lois constitutionnelles. On peut citer notamment le rôle essentiel d'Edouard de Laboulaye, le véritable "père" des institutions de 1875, et celui d'Henri Wallon, auteur de l'amendement décisif sur la présidence de la République. En outre, le Centre gauche occupe des fonctions ministérielles déterminantes pour la stabilisation du régime républicain. Sept fois ministre des Finances entre 1872 et 1882, Léon Say est l'artisan du rééquilibrage budgétaire, du redressement économique et du financement du plan Freycinet. Au sortir d'une période difficile, marquée par la guerre et les remboursements à la Prusse, sa notoriété personnelle et sa réputation de "meilleur économiste de France" ont été décisives pour rassurer le marché boursier, la haute finance et les petits épargnants. Ministre de l'Intérieur à trois reprises, Emile de Marcère contribue largement à épurer l'administration dans un sens républicain. Deux fois ministre des Affaires étrangères et président du Conseil après la démission de Mac-Mahon, William Waddington rassure l'Europe, et notamment la Grande-Bretagne, sur la fiabilité républicaine.

Voici donc une force centriste, définie comme tel, mais qui ne se contente pas d'être une force d'appoint, un marais sur l'échiquier politique. Si le Centre gauche recherche systématiquement la négociation, le consensus avec ses interlocuteurs du Centre droit, c'est toujours en faveur de la République, et avec une grande fermeté. Et même lorsque le Centre gauche est écarté du pouvoir, en 1882, il continue de se situer dans la majorité républicaine, y compris lors du

vote des lois Ferry sur la laïcisation de l'enseignement primaire et lors des rendez-vous électoraux de 1885 et 1889.

Force parlementaire déclinante (50 députés en 1889) et rebaptisée Union libérale, la postérité du Centre gauche joue à nouveau un rôle gouvernemental de premier plan dans les années "progressistes", Jean Casimir-Périer et Alexandre Ribot détenant même la présidence du Conseil. A cette époque, il faut bien reconnaître que cette sensibilité "centriste", libérale et conservatrice, est absorbée dans la nébuleuse républicaine. Mais il est intéressant de constater qu'elle va se restructurer en 1901 sous forme d'une Alliance républicaine démocratique, dans la parfaite continuité sociologique et idéologique du Centre gauche des années 1870. Sur le plan idéologique, cette continuité s'exprime par quelques axes majeurs : l'attachement à une République laïque et tolérante, le maintien du Sénat, le libéralisme politique et économique, le conservatisme social. Ces thèmes, il faut le reconnaître, ne sont plus l'apanage de la postérité centriste au début du XXe siècle. La frontière est tenue entre les héritiers de Léon Say et ceux de Jules Ferry, voire entre eux et les radicaux de gouvernement. Néanmoins, cette continuité mérite d'être signalée pour qui s'intéresse à la notion de centre dans la vie politique française. Cette famille centriste républicaine et laïque, influente et autonome, est remarquable parce qu'elle reflète une continuité sociologique : la défense de la grande bourgeoisie d'affaires.

## **Le "contrat républicain" de la grande bourgeoisie libérale**

En étudiant le parcours individuel de Léon Say et l'évolution collective du Centre gauche, on peut lire les débuts de la Troisième République comme l'illustration d'un "contrat" entre une partie des milieux d'affaires et les républicains de gouvernement.

Léon Say, l'homme des Rothschild, est l'illustration vivante de ce contrat. Comme plusieurs de ses collègues du Centre gauche, son influence ne se borne d'ailleurs pas au monde des conseils d'administration : il est aussi un grand patron de presse (co-proprétaire du *Journal des Débats* et de divers journaux en Seine-et-Oise), un des chefs de file de l'école d'économie politique (président de la Société d'économie politique et co-fondateur de l'École libre des sciences politiques) et du libre-échange (président de la Réunion libre-échangiste de la Chambre), mais aussi membre de l'Académie française à partir de 1886.

Ces réseaux de pouvoir multiples et convergents sont une caractéristique du Centre gauche qui compte dans ses rangs Henri Germain, fondateur du Crédit lyonnais, Albert Christophle, gouverneur du Crédit foncier, Eugène Gouin et Alfred André, banquiers et régents de la Banque de France, Louis-Jules Denormandie, gouverneur de la Banque de France, des dizaines

d'administrateurs et avocats d'affaires, plusieurs propriétaires de journaux, plusieurs académiciens français et bien d'autres personnalités influentes.

Dès 1871, on peut dire que le Centre gauche a mis ses réseaux de pouvoir au service du régime républicain, tandis que le Centre droit des "ducs" orléanistes, Audiffret-Pasquier, Broglie, Decazes, eux aussi étroitement liés au monde des affaires, croyaient encore aux chances d'une restauration monarchique. Les uns comme les autres jouent un rôle majeur dans les péripéties politiques qui rythment la républicanisation. Ainsi, nous avons montré que la haute banque orléaniste et les grandes compagnies ferroviaires avaient fortement accéléré la chute de Thiers, en mai 1873, et qu'elles en avaient retiré des bénéfices substantiels. En revanche, la défaite des monarchistes aux élections de 1877 a rallié une bonne partie des milieux d'affaires au régime républicain.

Le plan Freycinet, vaste plan de travaux publics négocié en janvier 1878 par Gambetta, chef des républicains, et Léon Say, représentant des grandes compagnies ferroviaires, est la concrétisation économique de ce ralliement. Le cabinet Waddington, protestant et libéral, formé en février 1879, en est l'illustration politique, réunissant des grands bourgeois du Centre gauche, tel Léon Say, et des républicains issus de la petite bourgeoisie, tel Jules Ferry. En janvier 1882, l'échec du "grand ministère" Gambetta est dû en grande partie à l'hostilité des milieux d'affaires, et notamment des grandes compagnies ferroviaires, hostiles aux projets gambettistes. Les conventions de 1883, qui écartent toute menace de rachat ferroviaire à court terme par l'Etat, entérinent la victoire des intérêts privés sur le chef républicain. En revanche, au moment des élections cruciales de 1889, toute une partie de la haute banque orléaniste, et notamment les Rothschild, choisit de défendre la République, gage de stabilité, contre l'aventurisme boulangiste.

L'historiographie traditionnelle des scandales a souvent donné l'impression trompeuse que le monde de l'argent et le personnel républicain ne se sont mélangés que dans les années 1880-1890, au moment où ont éclaté l'affaire des décorations (1887) et le scandale de Panama (1892). Nous avons voulu montrer que ces liens étaient bien antérieurs, en partie grâce au Centre gauche, et surtout que le scandale, la corruption, l'agiotage n'étaient qu'une infime partie de ces liens.

Reste à définir comment s'exerce cette influence, par quels canaux, et à quelles fins. L'exemple des relations entre Léon Say et Rothschild nous a permis d'aborder ces questions complexes en échappant aux déterminismes faciles et à la manie des scandales. Il est incontestable que le ministre Léon Say a permis à son ami banquier de réaliser un certain nombre de bonnes affaires, notamment lors des emprunts de remboursement à la Prusse (1871-1872) ou lors de la conversion des emprunts Morgan (1875). Il est non moins incontestable que

Léon Say a défendu les intérêts Rothschild dans les compétitions qui opposaient ce dernier au belge Philippart sur le terrain ferroviaire ou au baron de Soubeyran sur le marché des emprunts égyptiens. De même, Léon Say a toujours soutenu les grandes compagnies ferroviaires contre les projets de baisse des tarifs ou de rachat lancés par ses alliés gambettistes. On l'a même accusé d'avoir refusé les Finances dans le "grand ministère" Gambetta pour cette seule et unique raison. Enfin, il semble même que Léon Say se soit rendu coupable d'un délit d'initiés en faveur de Rothschild et du baron de Reinach, au mois de février 1879...

Mais il faut en même temps souligner l'indépendance politique dont Léon Say, engagé pour la République dès 1871, a toujours fait preuve à l'égard de son ami Rothschild, hostile à la République au moins jusqu'en 1889. De même, en 1878, le ministre Léon Say n'a pas hésité à court-circuiter la haute banque, c'est-à-dire Rothschild, pour le placement de son emprunt 3 %. Enfin, les archives de l'Enregistrement nous ont permis de constater que Léon Say ne s'était absolument pas enrichi au cours de sa carrière politique, contrairement à beaucoup de "purs" républicains, les Rouvier, Wilson, Constans et autres Jules Grévy...

Ce n'est donc pas l'intérêt personnel qui motive l'action d'un grand bourgeois comme Léon Say, comme de la plupart des ténors du Centre gauche. Leur relation avec le monde des affaires, dont ils sont eux-mêmes issus, n'est pas une relation de vassalité mais plutôt d'échange, de service réciproque. Si Léon Say s'adresse à Rothschild pour convertir les cinq milliards dus à la Prusse, c'est parce que le réseau européen des Rothschild est le seul susceptible de réaliser cette énorme opération. S'il attaque Soubeyran, concurrent des Rothschild, c'est avant tout pour accroître la tutelle de l'Etat républicain sur le Crédit foncier. Ainsi, en associant l'intérêt bien compris de Rothschild et celui de l'Etat républicain, l'exemple de Léon Say nous offre une lecture complexe et nuancée du "couple infernal" argent-politique.

Telle est la caractéristique de la "République Centre gauche" : cette alchimie complexe entre l'idéologie libérale, le sens de l'Etat républicain et les intérêts privés du monde des affaires, qui s'interpénètrent, tout en préservant leur autonomie. Nous avons tenté d'analyser cette alchimie sans angélisme et sans diabolisation, afin de mettre en lumière un aspect méconnu de l'instauration de la Troisième République. Cette approche du monde politique, replacé dans ses liens avec les réseaux d'influence socio-économiques qui contribuent à le déterminer, nous semble une voie féconde.

**Jean Garrigues**